



2016

ANNUAL MEETINGS

International Monetary Fund

World Bank Group

Washington, D.C.

7 octobre 2016

Discours d'ouverture du Président des Conseils des gouverneurs,
Monsieur **MAURICIO CÁRDENAS**,
Gouverneur du FMI et du Groupe de la Banque mondiale pour la **COLOMBIE**,
lors de la séance plénière annuelle

**Discours du Président des Conseils des gouverneurs,
Monsieur Mauricio Cárdenas,
Gouverneur pour la Colombie**

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Madame Lagarde, Monsieur Kim. Bienvenue à l'Assemblée annuelle de 2016 du FMI et de la Banque mondiale, et à la 70^e réunion plénière des Conseils des gouverneurs. En votre nom à tous, permettez-moi de remercier la Directrice générale, M^{me} Lagarde, et le Président, M. Kim, de leur extraordinaire dévouement et leadership, et en particulier des efforts qu'ils ont consentis pour préserver et promouvoir la coopération économique mondiale dans une conjoncture délicate.

C'est pour moi un immense honneur de présider cette rencontre au nom de mon pays. Durant ces dernières années, la Colombie a accéléré de manière remarquable son développement, grâce à une gestion macroéconomique responsable, au renforcement de ses institutions et à des interventions sociales efficaces. Notre économie a enregistré une croissance soutenue et nos indicateurs sociaux n'ont cessé de s'améliorer.

En dépit de cela, nous continuons de payer le lourd tribut humain et économique d'un conflit armé avec les FARC, vieux de 52 ans. Le Président Santos est déterminé à y mettre fin et à entamer un nouveau chapitre de notre histoire. Aujourd'hui, le Comité Nobel norvégien a décidé de lui décerner le Prix Nobel de la Paix pour 2016. Comme le Comité l'a signalé, «Le Prix doit aussi être considéré comme un hommage au peuple colombien qui, en dépit d'énormes souffrances et de la violence, n'a pas renoncé à l'espoir d'une paix juste, et à toutes les parties qui ont contribué au processus de paix. Il va de soi que ce prix est un hommage aux représentants des innombrables victimes de la guerre civile».

La paix n'aura pas pour seul effet de sauver des vies. Les conflits aggravent la pauvreté de diverses manières : ils amoindrissent la productivité car ils détruisent les infrastructures; ils nuisent à l'investissement en affaiblissant la confiance; ils ferment les portes de l'enseignement aux jeunes; et ils nourrissent le chômage.

Selon nos estimations, la paix à elle seule permettra d'accélérer la croissance économique potentielle d'au moins un point de pourcentage par an. Mais dans les régions rurales où le conflit a été le plus intense, les dividendes de la paix seront sensiblement plus importants.

Un accord de paix a été conclu. Il prévoit la démobilisation et la réintégration des rebelles des FARC; il offre aux victimes justice et réparations, y compris à plus de 6 millions de personnes déplacées. Il encourage par ailleurs une démocratie plus ouverte.

Cependant, dimanche dernier, à l'occasion d'un référendum, les Colombiens ont rejeté l'accord par une faible marge. La peur et l'incertitude ont provisoirement vaincu l'espoir et les perspectives d'avenir.

Ce sont là les symptômes d'une tendance mondiale beaucoup plus vaste : la peur de l'étranger, la perception que l'intégration a échoué et qu'elle continuera d'échouer — en tout cas pas pour tout le monde — et une profonde méfiance à l'égard du système politique et de sa capacité à gérer ces questions.

Avec des millions de personnes qui vivent dans la pauvreté et subissent les effets des inégalités de revenu et du chômage, nombreux sont ceux et celles qui étaient persuadés que les coûts dépassaient les avantages et qu'il était préférable de faire machine arrière.

Ces tensions et l'humeur des électeurs sont semblables à celles que l'on observe dans les pays avancés aujourd'hui. Qu'il s'agisse des vagues d'immigration, des crises des réfugiés ou plus simplement de la concurrence issue de la mondialisation, les citoyens veulent «repren­dre les choses en main». Dans beaucoup de pays avancés cela se traduit par les décisions d'exercer un contrôle plus strict aux frontières, de renoncer à l'intégration et d'adopter des mesures protectionnistes.

D'une certaine manière, cela est imputable à un leadership défaillant. Au lieu de s'appuyer sur les faits pour promouvoir le progrès et de défendre les choix difficiles, nombreux sont ceux qui ont opté pour la solution de facilité consistant à exploiter la peur et à défendre des politiques de repli sur soi.

Construire des murs pour cantonner les problèmes peut paraître une réponse simple, mais ce n'est pas une véritable solution.

Donc que faire? Comment imprimer un leadership efficace dans un monde de méfiance?

La première priorité consiste à démonter vigoureusement les arguments contre l'ouverture des marchés. Le commerce international est ce qui fait vivre l'économie mondiale. Il pousse les entreprises à se spécialiser et à innover. Si nous mettons fin à ce processus — ne serait-ce qu'à titre temporaire — nous limiterons les possibilités futures de croissance de la productivité, notamment dans les pays émergents et en développement, où ces gains seraient plus importants.

L'une des options pour neutraliser ces attaques consiste à promouvoir l'intégration régionale, ainsi que la Colombie l'a fait en créant l'Alliance du Pacifique avec le Chili, le Mexique et le Pérou. Cette profonde intégration économique ouvre davantage de débouchés à nos entreprises et crée plus d'emplois pour nos citoyens.

Nous pouvons aussi élaborer et mettre en œuvre des politiques propices à la croissance au niveau national. Par exemple, à la faveur d'un modèle novateur de PPP, le secteur privé a entrepris d'investir 15 milliards de dollars dans la construction de routes, le plus vaste programme d'infrastructure de notre histoire et l'un des plus importants dans le monde émergent à l'heure actuelle. Ce programme renforcera la compétitivité en réduisant sensiblement les coûts de transport. Il contribuera aussi à doper la croissance de notre productivité à long terme.

Mais les actions menées au niveau national doivent aller de pair avec un multilatéralisme actif, à savoir une coordination et une coopération économiques à l'échelle mondiale. Pour la plupart de nos pays les débouchés dépendent fortement des perspectives mondiales. C'est pourquoi le FMI et la Banque mondiale sont indispensables. Si nous ne préservons pas et n'encourageons pas un cadre de coopération, nous risquons d'annuler les gains que nous avons tirés de l'existence de marchés ouverts et dynamiques.

Ces institutions doivent continuer d'aider les dirigeants en leur fournissant des conseils, en renforçant les capacités institutionnelles et en apportant des concours financiers aux pays qui en ont besoin.

Je citerai comme exemple la nécessité d'un meilleur dispositif international de sécurité financière, en élargissant les instruments de prêt du FMI et en leur insufflant une nouvelle vigueur. Le renforcement de la situation financière du Groupe de la Banque mondiale pour mieux l'équiper face aux défis à relever représente une première étape. La Banque mondiale doit rester centrée sur les besoins des pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Mais l'efficacité ne sera pas au rendez-vous sans un renforcement approprié de la gouvernance. La Banque mondiale et le FMI doivent être structurés de manière plus juste et plus démocratique.

Le multilatéralisme et la quête de la paix se rejoignent : l'un et l'autre renferment un potentiel d'immense prospérité, mais l'un et l'autre peuvent aussi facilement succomber à la peur. Nous devons transcender les gains politiques à court terme du nationalisme et du protectionnisme, de la même manière qu'il est de notre devoir, en Colombie, de trouver une solution pacifique à notre conflit interne.

Nous devons suivre une démarche pragmatique tenant compte des positions des parties qui souhaitent apporter des ajustements à l'Accord de paix. Cela nous permettra de consolider les bases d'une nouvelle nation, d'une nation plus sûre, plus prospère, plus juste, plus équitable et mieux formée. Il y a deux jours de cela, les jeunes, en masse, sont descendus dans la rue et ont scandé un message très clair : ils veulent la paix, ils veulent que les dirigeants politiques oublient leurs divergences et travaillent ensemble pour parvenir rapidement à un accord, avant que les chances de paix ne disparaissent.

Nos objectifs sont la croissance inclusive, le développement des échanges commerciaux et une plus grande coopération. Mais nos instruments ne fonctionneront que si nous réussissons à protéger les plus vulnérables, ceux qui risquent d'être laissés pour compte, faute de quoi ils alimenteront le terreau des marchands d'isolationnisme.

Je suis persuadé que nous pouvons vaincre la politique de la peur. Mais c'est avec passion, honnêteté, courage et détermination que nous devons préconiser l'intégration. Comme le signalait le Comité Nobel ce matin, nous devons tous avoir la «force de réussir cette redoutable tâche». C'est une bataille que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre, au risque de gripper les moteurs de progrès et de laisser sur la touche ceux qui ont le plus besoin de notre aide.

Je vous remercie de votre détermination à construire un monde où toutes les décisions s'appuieront sur les principes qu'incarnent ces institutions.